

Pôle Métropolitain Artois Douaisis

Délibération du Conseil Métropolitain

n°CM-26062023-03

Séance du 26 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-six du mois de mai à dix-sept heures trente, le Conseil Métropolitain du Pôle Métropolitain Artois Douaisis s'est réuni à Vitry-en-Artois, sous la Présidence de Monsieur Pierre GEORGET, suite à la convocation qui lui a été faite le vingt-et-un juin deux-mil vingt-trois, laquelle convocation a été affichée au siège du syndicat mixte. Le compte de gestion deux mil vingt-deux devait être présenté initialement lors du Conseil Métropolitain du vingt juin deux mil vingt-trois, qui n'a pas pu se tenir faute de quorum.

Étaient présents (4) :

MM. Pierre GEORGET ; Freddy KACZMAREK ; Gérard NICOLLE ; Michel SEROUX.

Absents excusés ayant donné pouvoir (6) :

MM. Ernest AUChart a donné pouvoir à Michel SEROUX ;
Alain CAYET a donné pouvoir à Gérard NICOLLE ;
Jean-Jacques COTTEL a donné pouvoir à Pierre GEORGET ;
Nicolas DESFACHELLE a donné pouvoir à Gérard NICOLLE ;
Jean-Marcel DUMONT a donné pouvoir à Pierre GEORGET ;
Jean-Paul FONTAINE a donné pouvoir à Freddy KACZMAREK ;

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 7 JUL. 2023

Absents excusés (14) :

ARRIVÉE

M. Stéphane TONELLE ; M. Christian POIRET ; M. Frédéric CHEREAU ; M. Christophe DUMONT ; M. Claude HEGO ; M. Frédéric LETURQUE ; Mme Françoise ROSSIGNOL ; M. Pierre ANSART ; M. Frédéric DELANNOY ; M. Joël PIERRACHE ; Mme Marie-Hélène LEROY ; M. Xavier BARTOSZEK ; M. Véronique THIÉBAUT ; M. Gérard DUÉ.

Objet : Approbation du compte administratif 2022

Vu la délibération du Conseil Métropolitain n°CM-08042022-10 en date du 13 avril 2021 approuvant le budget primitif de l'exercice 2022 ;

Vu l'approbation du compte de gestion du budget principal dressé par Madame le Receveur-Percepteur ;

Monsieur Michel SEROUX expose à l'assemblée délibérante les conditions d'exécution du budget de l'exercice 2022.

Le compte administratif 2022 du budget principal, dont le résultat reflète la gestion des finances du Pôle Métropolitain, reprend l'ensemble des opérations budgétaires de l'exercice.

Les résultats sont les suivants :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL SECTIONS	
	DEPENSES OU DEFICIT (1)	RECETTES ou EXCEDENTS (1)	DEPENSES ou DEFICIT (1)	RECETTES ou EXCEDENTS (1)	DEPENSES ou DEFICIT (1)	RECETTES ou EXCEDENTS (1)
Résultats reportés		183 336,12 €		10 139,80 €		193 475,92 €
Opérations de l'exercice	169 355,25 €	273 514,47 €		1 095,00 €	169 355,25 €	274 609,47 €
TOTAUX	169 355,25 €	456 850,59 €	- €	11 234,80 €	169 355,25 €	468 085,39 €
Résultats de clôture		287 495,34 €		11 234,80 €		298 730,14 €
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES						
RESULTATS DEFINITIFS		287 495,34 €		11 234,80 €		298 730,14 €

Le Compte Administratif 2022 présente :

- Un excédent pour la section d'investissement de 11 234, 80 €,
- Un excédent pour la section de fonctionnement de 287 495, 34 €,
- Un solde de restes à réaliser de 0,00 €.

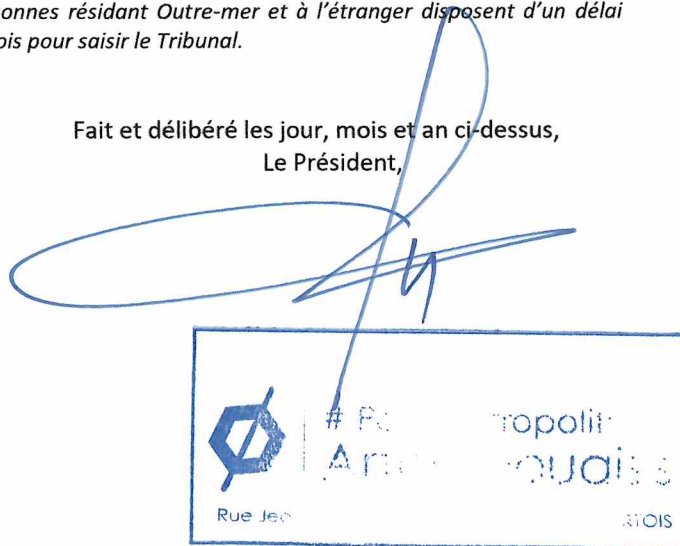
Après en avoir délibéré, le Conseil Métropolitain, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DÉCLARE** toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès du Pôle Métropolitain Artois Douais, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant Outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Le Président certifie que, en application de l'article 2 de la loi du 22 juillet 1982, la présente délibération a été publiée le
Et transmise en Préfecture le
Le Président,

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,
Le Président,



- 7 JUL. 2023

ARRIVÉE